

## FICHE 7 :FG

**Titre :** GARANTIR L'HONORABILITE DES PERSONNELS

**Les mots-clés** moralité, extrait de casier judiciaire, condamnation pénale, incapacité pénale d'exercice, fichier des cadres interdits, fichier national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes ( FIJAIS)

### Le contexte

L'organisateur d'un accueil de loisirs est garant de la moralité et de l'honorabilité des personnes qu'il recrute. Agir auprès d'un public mineur suppose que l'on puisse montrer une certaine exemplarité et que l'on puisse attester de qualités éducatives et morales. Pour contrôler en amont ces exigences, l'organisateur et le directeur disposent de plusieurs outils pour s'assurer de la capacité des personnes qui collaborent à l'accueil de loisirs. L'administration, quant à elle, intervient également dans ce contrôle avec des moyens propres et accompagne les organisateurs dans ces démarches.

## En pratique

Un dispositif pénal spécifique est applicable aux accueils collectifs de loisirs

### Titre 1 : Connaitre les incapacités pénales d'exercice

#### - les personnes visées

Nul ne peut exercer des fonctions, à quelque titre que ce soit, en vue de l'accueil de mineurs ou exploiter des locaux accueillant ces mineurs, s'il a fait l'objet d'une condamnation définitive pour crime ou à une peine d'emprisonnement pour certains délits

Il vise en particulier les personnes appelées à participer à quelque titre que ce soit à leur fonctionnement. Cela concerne sans distinction : l'animateur, le directeur, l'assistant sanitaire, le gestionnaire ou le propriétaire des locaux, le personnel de service, le personnel de restauration bénévole ou non.

Il faut que la personne concernée soit appelée à participer directement au fonctionnement ou à l'organisation de l'accueil.

#### - les infractions concernées

\* les délits :

certaines atteintes à l'intégrité physique ou psychique de la personne :

- violences volontaires ;
- atteintes involontaires à l'intégrité de la personne (articles 222-19 à 222-21 du Code pénal) ;
- agressions sexuelles (viol, autres agressions sexuelles, harcèlement sexuel) (articles 222-22 à 222-33-1 du Code pénal) ;

- trafic de stupéfiants (articles 222-34 à 222-43 du Code pénal) ;
  - certaines atteintes à la dignité de la personne :
    - proxénétisme et infractions assimilées (articles 225-5 à 225-12 du Code pénal) ;
  - certaines atteintes aux mineurs et à la famille :
    - mise en péril de mineurs (articles 227-15 à 227-28-1 du Code pénal) ;
  - certaines appropriations frauduleuses :
    - extorsion et chantage (articles 312-1 à 312-15 du Code pénal) ;
    - escroquerie (articles 313-1 à 313-3 du Code pénal) ;
    - abus de confiance (articles 314-1 à 314-4 du Code pénal).
- La provocation à l'usage illicite ou au trafic de stupéfiants (article 3421-4 du Code de la santé publique).

\*les crimes

Compte-tenu bien de la gravité de ces infractions, toutes les condamnations pour crimes sont visées

#### - Les limites

S'il s'agit d'un crime : la condamnation doit avoir été définitive, c'est à dire que la condamnation n'a pas été frappée d'appel ou a été confirmée en appel ou en cassation.  
S'il s'agit d'un délit : la condamnation doit avoir été définitive et avoir donné lieu à une peine d'emprisonnement d'au moins 2 mois sans sursis

---

*A noter* : En dehors de cette liste exhaustive, il n'existe pas d'autre incapacité pénale qui s'appliquerait de manière automatique : comme toute disposition en matière pénale, cette liste est à interpréter de façon stricte  
Le champ de ces incapacités est étroitement encadré.

---

## Titre 2 : Les obligations de contrôle: le casier judiciaire

### - Avoir accès au bulletin numéro 3

Afin d'assurer un contrôle en amont du respect de cette disposition, il incombe au déclarant de l'accueil de s'assurer que les personnes auxquelles il fait appel pour diriger l'accueil ou concourir à son fonctionnement ne sont pas frappées d'une incapacité pénale  
Ce contrôle doit être effectué en amont du séjour, principalement lors de la déclaration  
L'organisateur doit demander à chaque participant de lui communiquer l'extrait du bulletin numéro 3 du casier judiciaire le concernant ; il ne peut y pas avoir accès directement : ce document est strictement personnel et ne doit pas non plus être diffusé à un tiers.  
Cet extrait n'est délivré qu'aux intéressés sur leur demande qui peut être faite par internet en accédant au site du Ministère de la justice : [www.justice.gouv.fr/cjn/](http://www.justice.gouv.fr/cjn/).  
L'envoi s'effectue sous 48 heures.

Cette formalité est essentielle : le défaut d'accomplissement pourrait entraîner la mise en jeu de la responsabilité du déclarant.

En cas d'inscription d'une des condamnations visées supra, il est fortement conseillé d'avertir le service de l'Etat (DDCS/DDCSPP) et également, en cas de doute sur le contenu de l'inscription.

### -S'informer sur le bulletin numéro 2

Certaines condamnations peuvent être effacées du bulletin n°3 du casier judiciaire ou ne pas avoir été mentionnées sur décision du juge ; l'organisateur, dans ce cas, pourra saisir le service de l'Etat (DDCS/DDCSPP) pour qu'il puisse accéder au bulletin n°2 et l'avertir, le cas échéant de toute incapacité pénale. Les administrations chargées de la protection des

mineurs ont accès au bulletin numéro 2 ainsi que les collectivités territoriales préalablement à l'embauche d'un agent public.

En conséquence, sauf à être une collectivité territoriale, l'organisateur ne pourra pas avoir accès à ces informations. Il ne pourra pas non plus exiger de la personne à recruter qu'elle lui produise cet extrait de son casier judiciaire car cette personne elle-même n'y a pas directement accès.

S'il veut être sûr de l'absence d'incapacité pénale, il devra demander à la DDCS ou à la DDCSPP de vérifier le bulletin numéro 2 qui lui communiquera, en retour, l'information, sans toutefois lui dévoiler le contenu détaillé des condamnations qui y sont inscrites.

Lorsque l'administration a connaissance de l'existence d'une condamnation listée ci dessus, elle doit en informer dans les plus brefs délais la personne concernée et l'enjoindre de cesser ses fonctions.

Si la personne ne respecte pas cette interdiction, elle est passible de sanctions pénales

### **Titre 3 : Consulter le fichier des cadres interdits**

Lorsqu'une personne a mis gravement en péril la sécurité physique ou morale des mineurs dans le cadre des accueils collectifs de mineurs, une mesure d'interdiction temporaire ou définitive d'exercer est prise à son encontre.

Chaque fois qu'une mesure d'interdiction est prononcée, une copie de l'arrêté préfectoral d'interdiction est immédiatement transmise au Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et à la Vie Associative.

Afin d'assurer une information auprès des organisateurs, une liste des personnes faisant l'objet d'une mesure d'interdiction est établie sous la forme d'une instruction.

Elle mentionne les noms, date de naissance ainsi que la durée de l'interdiction, à l'exception des motifs.

Elle est régulièrement mise à jour et est publiée au bulletin officiel du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et à la vie associative.

Les services départementaux (DDCS/ DDCSPP) en sont destinataires.

#### *La Consultation sur internet :*

Les organisateurs ont la possibilité de prendre connaissance de la liste lorsqu'ils déclarent leurs séjours dans le cadre de la téléprocédure ; ils peuvent ainsi vérifier avant tout recrutement qu'un candidat à un poste ne figure pas sur cette liste. Pour accéder au site, un identifiant organisateur et un mot de passe sont indispensables, valables pour tout le territoire.

Ils sont confidentiels.

Pour les obtenir, il faut prendre l'attache du service d'Etat chargé de la protection des mineurs en accueil collectif (DDCS/DDCSPP)

---

**A noter :** Aucun particulier ne peut avoir accès à ce fichier des cadres interdits: il est lié aux procédures informatisées de déclaration des accueils de loisirs

---

### **Titre 4 : la consultation du Fichier National Automatisé des Auteurs d'Infractions Sexuelles ou Violentes : le FIJAIS**

Crée par la loi du 9 mars 2004, le FIJAIS a pour objectif de prévenir le renouvellement des infractions de nature sexuelle ou de grande violence et de faciliter l'identification et la localisation de leurs auteurs.

Depuis la loi du 25 février 2008, la consultation du fichier est ouverte pour le contrôle de l'exercice des activités ou professions impliquant un contact avec des mineurs aux préfets et aux administrations concernées :DDCS/DDCSPP

L'accès aux informations contenues dans ce fichier n'est autorisé que par des agents nominativement désignés et dûment habilités. Cette consultation doit se faire dans le strict respect de la mission de protection des mineurs. Les collectivités territoriales n'ont pas droit d'accès direct à ce fichier mais peuvent obtenir des informations par l'intermédiaire des préfets ( cf : rubrique outil : Vade-mecum avec modèle de lettre joint en annexe de la fiche)

2 situations sont à distinguer :

- La consultation fait apparaître que la personne concernée a fait l'objet d'une condamnation pénale devenue définitive égale ou supérieure à 2 mois d'emprisonnement ferme, entraînant une incapacité d'exercer en application de l'article L.133-6 du CASF ;  
L'administration, sauf si elle l'a déjà fait dans le cadre de la consultation du bulletin numéro 2, doit notifier cette incapacité à la personne concernée et à son employeur. Elle doit vis à vis de celui-ci préciser que la personne ne peut, en conséquence, être recrutée ou si elle est en activité, continuer à exercer les fonctions pour lesquelles elle est incapable.  
Ces notifications doivent se faire par lettre recommandée avec accusé de réception. L'administration doit veiller à ce que l'employeur prenne toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser la participation de la personne incriminée.
- La consultation fait apparaître que la personne concernée a été condamnée pour une des infractions visées à l'article L.333-6 du CASF susvisé mais la condamnation est inférieure à 2 mois d'emprisonnement ferme.  
Dans ce cas, compte tenu de la gravité des infractions pouvant donner lieu à une inscription dans ce fichier, la DDCS ou la DDCSPP doit mettre en œuvre à l'encontre de l'intéressé une procédure d'interdiction d'exercer.

## Notre conseil

N'hésitez pas à contacter le service de la protection des mineurs de la DDCS ou de la DDCSPP auprès duquel vous allez déclarer votre accueil de loisirs pour toute mention inscrite sur le casier judiciaire (bulletin numéro 3), notamment pour vérifier que la condamnation est bien éligible au titre des incapacités d'exercer

## Erreur(s) à éviter

La simple déclaration , même faite sur l'honneur, de l'absence de condamnation pénale ne suffit pas : demandez les pièces justificatives attestant de leur intégrité morale à chaque membre de l'équipe

## Foire aux questions

### **Quelles sont les possibilités pour un animateur de faire disparaître les mentions de sa ou de ses condamnations au casier judiciaire ??**

Il peut demander à être relevé de cette incapacité pénale d'exercice selon les dispositions applicables du Code pénal et du Code de procédure pénale ; cette demande doit être introduite auprès du tribunal de grande instance ; dans l'hypothèse où il use de ce droit, il peut poursuivre ses fonctions dans le cadre de l'accueil de mineurs jusqu'à ce que le tribunal ait statué sur sa demande, et ce, de manière définitive.

## Aller plus loin

### **- Références juridiques**

Code de l'action sociale et des familles (CASF) :

- article L.133-6 : il fixe la liste des infractions pénales qui entraînent une incapacité d'exercer
- articles L.227-7 et L.227-10 : visent les incapacités pénales et les mesures de police administrative
- article L.227-11 : sanctionne les manquements au non respect d'une incapacité pénale ou d'une mesure de police administrative

### **- Bibliographie**

Les Accueils Collectifs de Mineurs – La réglementation en pratique, Sylvie CESARI, Arnaud DEZITTER, éditions WEKA, coll. « Enfance et loisirs », 2008